



DECLARATION DES ELUS préalable au CTL suppression d'emplois du 20/01/2014

Suite aux nombreuses péripéties rencontrées depuis la préparation d'une réponse par les personnels et les OS aux suppressions d'emploi annoncées, nous, OS, nous interrogeons sur la volonté de la Direction d'instaurer un vrai dialogue social. Interrogations que nous retrouvons au niveau national. Certes, aucun droit n'existe pour autoriser les agents d'une DDFIP de se réunir sur un unique lieu du département mais il nous semble que vous, Monsieur le Directeur, possédez ces prérogatives. Ce qui nous renforce dans cette idée, et que par le passé récent, les faits nous donnent raison puisque ces droits inexistantes avaient été accordés. Pour conclure sur ce sujet et pour éviter toute réponse déjà entendue, l'équipe de Direction locale ne se gêne pas pour interpréter les circulaires ou notes comme cela l'arrange, notamment sur le DUERP et sur la séparation des métiers.

Pour revenir au sujet de ce CTL, les emplois, ou plutôt les suppressions d'emploi : encore 10 pour 2014 dont 3 dans la filière fiscale et 6 dans la filière Gestion Publique et 1 poste d'IDIV en Direction. Pour les postes de Direction ou présentés comme tels, aucune précision sur le service impacté. Même si nos élus ont toujours refusé de participer au choix des postes supprimés, nous regrettons une fois de plus des documents incomplets ne permettant pas de préparer le CTL dans des conditions normales. Nous éviterons d'évoquer les justifications apportées puisqu'elles sont inexistantes !!!

Nous n'acceptons pas ces suppressions et leurs conséquences pour les personnels :

- Détériorations des conditions de vie au travail ;
- Perte de maîtrise dans l'exercice des missions et perte de sens du travail ;
- Droits des agents remis en cause notamment pour les congés, la formation professionnelle.

Les élus de la CGT Finances Publiques, de Solidaires Finances Publiques et de FO DGFIP ne siégerons pas aujourd'hui, non pas pour refuser tout dialogue social infime soit il, mais parce que nous ne pouvons participer au choix des services touchés par des suppressions d'emploi que nous refusons.

**NOS EMPLOIS SONT UTILES.
NOUS EXIGEONS DONC L'ARRET IMMEDIAT DES SUPPRESSIONS
D'EMPLOI**